



La direction aux ordres du pouvoir politique ?



Quand un bandeau de France Info TV enflamme les réseaux

La direction se prend pour Lucky Luke

Un mot à la place d'un autre sur un bandeau indiquant « 200 otages palestiniens libérés », et voilà toute la direction en émoi.

Alors que cette rédaction tourne en sous-effectif chronique depuis des années, l'erreur est en embuscade, elle peut surgir à tout moment.

C'est ce qu'il s'est produit samedi 25 janvier à 17h55 très précisément.

Immédiatement, les réseaux sociaux s'enflamment et en particulier X, celui détenu par un milliardaire qui envoie des cœurs le bras tendu.

La direction de **France Info TV** s'excuse auprès des téléspectateurs et annonce avoir « *suspendu* » le coupable, le rédacteur en chef assurant la tranche 17h/20h lors de la bévue.

Mais les censeurs veillent et nous surveillent, et voilà qu'une députée de la minorité présidentielle réclame sur ce même réseau la tête du fautif !

Son licenciement pur et simple !

Un procès Staliniens avec exécution immédiate.

Comme si toute cette agitation ne se suffisait pas, voilà notre « directrice de la communication corporate » qui peut être, dans un excès de fièvre ce samedi soir, diffuse ce-tweet :

« **On a immédiatement réagi Caroline [la députée], la direction de l'info et FTV ont été des Lucky Luke !** », en s'adressant directement et avec une familiarité plus que gênante, à la députée en question....

Une bien belle leçon de communication que tout X s'est empressé de commenter.

Quand on est directrice de la communication d'une grande entreprise publique, confondre un sms (privé) avec un tweet (public) est une faute grave. Courir et se courber devant le moindre desiderata d'un·e politique comme s'il s'agissait d'un·e oligarque omnipotent·e l'est encore davantage. À FTV on n'est pas chez Bolloré jusqu'à preuve du contraire !

La CGT ne peut tolérer ces méthodes qui sèment, aux yeux du public, le doute sur l'indépendance de l'ensemble du groupe.

On ne sanctionne pas sur ordre du pouvoir !

On ne fait pas allégeance ouvertement au gouvernement en place lorsque l'on est cadre de direction dans l'audiovisuel public !

L'incident du bandeau se doit d'être réglé en interne, posément, avec un arbre des causes, une enquête, un contradictoire, incluant la recherche des causes organisationnelles.

Certainement pas par ce lynchage en public, qui une fois de plus décrédibilise l'ensemble d'une rédaction qui fait ce qu'elle peut depuis un an pour couvrir ce dramatique et interminable conflit au proche Orient.

Pour la CGT, c'est clair :

Aucun Lucky Luke ne fera la loi à France Télévisions, jamais !

Paris, le 27 janvier 2025